

# Bataille de générations

## Qui est « in », qui est « out » ? 1|4

Le référendum sur le « Brexit » est souvent présenté comme une opposition entre les personnes âgées et démunies, en faveur d'un retrait de l'Union européenne, et les jeunes éduqués, europhiles. A Birmingham, ces derniers apparaissent pourtant divisés et peu mobilisés par l'enjeu



PHILIPPE BERNARD

BIRMINGHAM (ROYAUME-UNI) - envoyé spécial

**A** la mi-journée, en semaine, le parking du Mecca Bingo d'Acoccks Green, dans la grande banlieue de Birmingham, n'est pas un endroit particulièrement fofion.

Un long hangar de tôle grise seulement animé par cinq lettres multicolores constellées d'étoiles, enseigne de la principale chaîne britannique de casinos pour pauvres. Machines à sous, loto et roue de la fortune, chaque jour, sans interruption, de 11 heures à 22 heures. Croquettes aux pommes de terre ou tourte au bacon servies à toute heure à partir de 3,99 livres sterling (5 euros). Sur le vaste parking coincé entre un garde-meubles et un chapelet de maisons modestes en brique, des vieilles dames, parfois des couples âgés, sortent d'un taxi ou garent leur minuscule voiture en rêvant aux « 7777 livres sterling » du « jour de folie » promis par les affiches.

Lor Batchel, 71 ans, sort avec peine de son antique Peugeot 106 bleu métallisé. Le référendum du 23 juin sur l'Europe ? Son opinion est faite : ce sera « out » (pour quitter l'UE). « Pourquoi d'autres pays nous dictent-ils nos lois », lance sans hésitation cette employée de bar à la retraite. Mon mari est ferrailleur et maintenant, il lui faut payer une licence à 1000 livres (1300 euros) pour se déplacer. Est-ce vraiment la faute de l'UE ? Elle n'en sait rien, mais le suppose, car « ce n'était pas comme ça avant ». Et puis les immigrés « prennent nos maisons », ils « font augmenter les loyers au point que nos petits-enfants ne peuvent plus se loger », dit cette petite brune « née et élevée à Birmingham », avec un solide accent « brummie » typique de la région.

La menace de déstabilisation, voire de guerre, brandie par David Cameron en cas de « Brexit » ? Lor Batchel s'anime un peu plus encore : « Il essaie de nous faire peur, mais il n'y arrivera pas. C'est l'OTAN, pas l'UE qui nous maintient en paix. Et puis regardez la Syrie et le terrorisme : la guerre, on l'a déjà ! » Même pour la menace d'une hausse des prix liée au retour des frontières, la retraitée a sa réponse : « Allez donc, la France continuera de vouloir nous vendre ses patates et ses tomates ! »

« ILS MENTENT, MENTENT, MENTENT »

Toutes les enquêtes, tous les sondages l'indiquent de façon limpide : l'âge est directement proportionnel à l'europhobie des Britanniques ; le niveau d'éducation, lui, est proportionnel à leur europhilie. Seuls 15 % des diplômés de l'enseignement supérieur souhaitent sortir de l'UE, contre 55 % des personnes sans qualification. Jeunes et vieux s'opposent aussi catégoriquement sur le sujet : plus des deux tiers des 18-24 ans veulent rester dans l'Union, tandis qu'une proportion équivalente des plus de 65 ans souhaite le Brexit. « On le sait depuis longtemps : ce référendum est une bataille entre les diplômés et les gens peu ou pas qualifiés, et c'est une bataille entre les personnes âgées et les jeunes », résume John Curtice, professeur de sciences politiques à l'université de Strathclyde, l'un des meilleurs experts britanniques des sondages d'opinion. D'un côté, des gens éduqués, à l'aise dans une société multiculturelle et qui ne se sentent pas menacés par la mondialisation ; de l'autre, des personnes défavorisées qui attribuent leurs difficultés d'emploi et leurs bas salaires à la concurrence des immigrants d'Europe de l'Est ou du Sud.

Sur le parking du Mecca Bingo d'Acoccks Green, où se concentrent des personnes âgées sans qualification, cette analyse se confirme largement. « Notre argent part à Bruxelles au lieu de financer nos hôpitaux. Chacun de nos pennies devrait rester dans ce pays, fulmine Noel, un chômeur de 49 ans, reprenant un refrain de la campagne pro-Brexit. Ceux qui défendent l'UE habitent dans des quartiers pour multimillionnaires. Ils se fichent totalement de gens comme nous. Ils mentent, mentent, mentent en annonçant des calamités si nous sortons, juste pour nous faire peur. » Point n'est besoin d'aborder la question de l'immigration. Elle surgit d'emblée, presque systématiquement. « Ils rentrent par milliers pour nous prendre nos emplois en cassant les salaires, s'emporte encore Noel. Mais les politiques ne s'occupent pas des Anglais. »

« On en a assez », lance simplement une autre cliente du bingo sans même avoir besoin de préciser de qui elle parle. Elle n'a pas encore totalement décidé de son vote, mais penche nettement vers le « out » « à cause des migrants ». La liberté de voyager en Europe ? « Moi, de toute façon, je ne suis jamais sortie

d'Angleterre », remarque seulement une petite dame aux cheveux blancs qui fêtera ses 86 ans « dimanche prochain » et clopine vers le casino de tôle.

Pourtant, sur la carte de l'eurosepticisme dressée par l'institut de sondage YouGov, Birmingham, l'une des villes les plus mélangées d'Angleterre, s'inscrit dans la moyenne : ni largement acquise au Brexit, comme certaines zones du sud de l'Angleterre, ni relativement europhile, comme l'Ecosse. Depuis Acoccks Green, il suffit de quelques minutes d'un train de banlieue pour gagner le centre-ville ultramoderne de Birmingham, où l'immense City University (BCU) se déploie dans d'imposants buildings transparents, face à l'arrivée du futur TGV en provenance de Londres.

Etablissement au recrutement populaire et régional, la BCU n'est pas une fac d'élite pour fils de famille, mais c'est l'une des rares universités britanniques à avoir organisé un débat destiné à informer ses 23 000 étudiants sur le référendum et l'« avenir de l'Europe ». A peine une centaine d'entre eux ont répondu à l'appel et pris place, le 26 mai, dans l'amphithéâtre où trois « Brexiters » et trois « Remainers » ont débattu dans une ambiance très studieuse.

Dans la fac, pas une affiche, pas un tract ne vient rappeler qu'un vote présenté par beaucoup comme « le plus important depuis 1945 » va avoir lieu. L'unique syndicat étudiant gère les cafétérias et les activités sportives, et professe « la plus stricte neutralité ». Pas même un militant pour inciter les nouveaux majeurs à s'inscrire sur les listes électorales, alors que, selon les chiffres officiels, 30 % des jeunes âgés de 18 ans ne sont pas inscrits.

La période des examens, les obstacles ajoutés par David Cameron lui-même en 2015, au lieu de faciliter l'inscription sur leur lieu d'études des élèves administrativement domiciliés chez leurs parents, risquent de peser sur la participation des jeunes, que tout le monde présente pourtant comme l'un des enjeux cruciaux du référendum.

« C'est vrai, on n'observe aucune mobilisation particulière des étudiants à l'approche du référendum », explique Keith Horton, doyen de la faculté de commerce, droit et sciences sociales. Ils paient cher leurs études [9 000 livres, soit 11 300 euros par an] et n'ont qu'une idée en

tête : décrocher leur diplôme et le valoriser sur le marché de l'emploi. » Le professeur ne cache pas que, à titre personnel, il souhaite ardemment que le Royaume-Uni reste dans l'UE. « Un Brexit serait terrible, dit-il, tant pour notre économie, notre poids géopolitique, nos crédits de recherche que pour les échanges de type Erasmus. » Mais lors du débat, il n'en dira rien, revendiquant la plus parfaite neutralité.

#### « QUITTER L'EUROPE DES PATRONS »

Luke Mollins, 21 ans, étudiant en communication, ne prend pas tant de gants. Il s'est informé, a fait des recherches en bibliothèque et se déclare « pro- "Remain" » (pour rester dans l'UE) à 100 %. « La livre va baisser de 12 % et les prix vont augmenter de 2 % par an. Ce sont les gens modestes qui vont payer la facture », détaille-t-il, en évoquant la situation de ses propres parents, handicapés, ainsi que le risque d'un glissement très à droite de la politique britannique si les « Brexiters » l'emportent. Et puis, ajoute-t-il, « on est plus fort à vingt-huit que seul, on peut aller étudier en Espagne, voyager où on veut. C'est profitable à tout le monde ». L'atonie de ses camarades l'inquiète. « Quand on leur en parle, ils n'ont rien à dire. C'est effrayant. On risque de sortir de l'Europe à cause de ça. »

Tous ses camarades sont loin d'être europhiles. « Les étudiants ont des arguments égoïstes : ils veulent pouvoir aller faire leurs études en France ou acheter du vin italien, lance avec condescendance Gabriel Bradnick, 18 ans, qui étudie l'économie et la finance. Moi, je considère ce qui est bon pour la Grande-Bretagne : sortir d'un bloc qui court à la catastrophe économique et sera toujours trop divisé culturellement pour reproduire le modèle des Etats-

Unis. » « L'UE est antidémocratique et impossible à réformer », tranche de son côté Bethany Jones, 21 ans et future sage-femme.

Sans un sifflet, sans un mot au-dessus de l'autre, le débat organisé par la BCU mettra sans surprise face à face les arguments des deux camps du référendum : souveraineté britannique, manque de démocratie et gaspillage par Bruxelles d'un côté ; solidarité, liberté de circulation et risque de récession de l'autre. Les arguments économiques occupent 80 % des interventions. « Le débat est tellement focalisé sur l'équilibre coût-bénéfice de l'UE qu'il n'est pas étonnant que les étudiants ne soulèvent pas d'arguments plus élevés », constate le doyen, Keith Horton.

Jonathan Barcena, un étudiant d'origine guinéenne, appelle à voter pour le Brexit, car l'UE exploite selon lui les pays du Sud avec des accords commerciaux léonins. Saqib Bhatti, dirigeant de Musulmans pour la Grande-Bretagne, plaide dans le même sens. Présentant la libre circulation dont bénéficient les étudiants européens comme une discrimination envers ceux du Commonwealth, il promet qu'une sortie de l'UE permettra de faire plus de place aux Indiens et aux Pakistais. A la sortie de l'amphi, seule une poignée d'étudiants s'attardent autour d'un buffet. Deux militants trotskistes vendent leur journal, *The Socialist*, qui appelle à voter pour « quitter l'Europe des patrons ».

Neena Gill, une députée européenne travailliste qui siégeait à la tribune lors du débat, paraît démoralisée. « Les jeunes tiennent pour acquises toutes les conquêtes de l'Europe. Ils sont les premiers concernés et risquent de ne pas aller voter », déplore-t-elle, en se déclarant « très inquiète pour le taux de participation

des jeunes ».

Dressant le même constat, la campagne anti-Brexit semble se concentrer sur les seniors. Un faible déplacement de voix dans cette catégorie très majoritairement hostile à l'UE pourrait faire la différence. D'où les messages répétés ciblés sur eux, prédisant des calamités en matière de retraite et de sécurité en cas de sortie de l'UE. Le camp du « in » devra-t-il son salut à des « vieux » pro-européens comme Stuart Scott, 74 ans, un ancien formateur d'enseignants à Birmingham ? « Si nous votions pour quitter l'UE, cela signifierait que les gens n'ont rien compris à l'Histoire, estime-t-il. Ce serait une défaite de l'enseignement. En tant qu'éducateur, cela me rendrait profondément triste. » En attendant le vote, ce prof à la retraite fait assaut de pédagogie : il tente de rallier à l'UE la famille de son épouse, qui votera « out », pour défendre la souveraineté du Parlement de Westminster. ■

**« LES JEUNES  
TIENNENT POUR  
ACQUISES TOUTES  
LES CONQUÊTES  
DE L'EUROPE. ILS  
SONT LES PREMIERS  
CONCERNÉS ET  
RISQUENT DE NE  
PAS ALLER VOTER »**

**NEENA GILL**  
députée européenne  
travailliste